

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire  
2 avenue Grüner  
Allée C  
42000 St Étienne

St Étienne, le 08/04/2026

**Rapport de l'Inspection des installations classées**  
Visite d'inspection du 11/02/2026  
**Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**GGM RECYCLAGE**  
36 quai Général Leclerc  
42120 Le Coteau

Références : UID4243-DSSP-026-069  
Code AIOT : 0010500155

**1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/02/2026 dans l'établissement GGM RECYCLAGE implanté 36, quai Général Leclerc 42120 Le Coteau. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Récolement de l'inspection 2023 sur les mêmes thématiques : suivi des eaux souterraines, terres excavées polluées, plan des réseaux humides, stockage des produits chimiques, procédure d'admission, traçabilité des déchets entrants et sortants et leur synthèse, organisation des stockages, mesure acoustique, régularisation administrative.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GGM RECYCLAGE
- 36, quai Général Leclerc 42120 Le Coteau
- Code AIOT : 0010500155
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'activité de la société GGM consiste en :

- du transit regroupement tri de déchets :
  - de métaux ferreux et non-ferreux relevant de la rubrique 2713 de la nomenclature des ICPE,
  - de DIB composés de papiers, cartons, plastiques relevant de la rubrique 2714,
  - de batterie relevant de la rubrique 2718 (déchets dangereux),
- de la location de bennes de collecte de DIB,

Aucun outillage permettant de faire de la découpe, du cisailage des métaux n'est utilisé sur le site excluant ainsi les activités relevant de la rubrique 2791 de traitement de déchets non dangereux non inertes.

L'établissement est installé au nord de la commune du COTEAU sur les parcelles cadastrales n°10, n°11 et n° 7 de la section AC.

Le site est réglementé par l'arrêté préfectoral du 29/09/2006 portant autorisation d'exploiter, et par les deux arrêtés préfectoraux complémentaires du 20/01/2014 et du 16/09/2014.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 06/06/2018 relatives aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre des rubriques 2713, 2014 sont également applicables.

Un arrêté de mise en demeure a été établi le 16/10/23 concernant la régularisation administrative de l'installation (Porter-à-connaissance modificatif), le stockage de déchets liquides hors rétention, le stockage des tournures d'aluminium non abrité, le suivi des eaux souterraines et la gestion des terres excavées présentes sur site.

**Contexte de l'inspection :**

- Pollution
- Récolement
- Suite à mise en demeure

**Thèmes de l'inspection :**

- Bruits et vibrations
- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Sites et sols pollués

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1*	Cuves de stockage de déchets liquides	Arrêté Préfectoral du 29/09/2006, article 8.1.9.2	Mise en demeure : Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
2*	Modifications d'activités : porter à connaissance	Arrêté Préfectoral du 29/09/2006, article 1.5.1	Mise en demeure : Demande de justificatif et d'action corrective	2 mois
4	gestion déchets réceptionnés	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13	Demande d'action corrective	2 mois
5	Synthèse annuelle	Arrêté Préfectoral du 29/09/2006, article 8.1.7	Demande de justificatif à l'exploitant	10 mois
6	zones de tri : délimitation et signalisation	Arrêté Préfectoral du 29/09/2006, article 8.1.10	Demande d'action corrective	2 mois
8	Auto surveillance des eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 29/09/2006, article 10.1.2	Demande d'action corrective	2 mois
9*	Suivi des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 29/09/2006, article 9.1.3	Mise en demeure : Demande de justificatif et d'action corrective	2 mois
10	Collecte des effluents liquides Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 29/09/2006, article 4.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
11*	Analyses terres excavées présentes sur site	Arrêté Préfectoral du 29/09/2006, article 9.1.1.2	Mise en demeure : Demande de justificatif et d'action corrective	3 mois
12*	Stockage fûts de produits dangereux	Arrêté Préfectoral du 29/09/2006, article 7.5.3	Mise en demeure : Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**\* constats faisant l'objet d'une mise en demeure par arrêté préfectoral du 16/10/2023**

**NB : le point de contrôle "Stockage de tournures d'aluminium" qui figure dans l'arrêté préfectoral du 16/10/2023 a été soldé lors d'une précédente inspection. Il ne fait plus l'objet de suite.**

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	registre d'entrées et sorties Traçabilité des déchets	Arrêté Préfectoral du 29/09/2006, article 8.1.6	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
7	Auto surveillance des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 29/09/2006, article 10.1.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Bien que les délais fixés par l'arrêté de mise en demeure (APMD) du 16/10/23 soient aujourd'hui échus, l'inspection constate une levée effective de plusieurs non-conformités majeures (gestion des tournures d'aluminium, évacuation des déchets liquides, remise en état des piézomètres). L'engagement rapide d'un bureau d'études spécialisé, les investissements matériels et la réalisation de la majorité des actions techniques démontrent une volonté de régularisation qui reste partielle (gestion des rétentions et attente du dossier de « porter à connaissance » (PAC). En conséquence, l'APMD ne peut être levé.

Toutefois, dans un souci de proportionnalité et afin de permettre la finalisation du PAC et du plan de gestion des terres excavées (prévus sous un mois), une prorogation de délai d'un mois supplémentaire est proposée à Madame la Préfète avant d'engager les sanctions prévues par l'article L.171-8 du code de l'environnement. L'absence de régularisation totale à cette nouvelle échéance exposera l'exploitant à des sanctions financières (astreintes). Enfin, l'inspection souligne que la gestion du site demeure essentiellement réactive (en réponse aux contrôles). Il est désormais impératif d'assigner des moyens concrets (réfèrent interne ou expert externe) pour passer à une maîtrise anticipée et proactive des impacts, garantissant ainsi durablement les enjeux sanitaires et environnementaux.

**Bilan hors point de contrôles :** Il a été constaté que les hauteurs des dépôts de déchets plastiques dépassaient les murs de périphérie du site. En raison de cette hauteur excessive et de l'absence de dispositifs de confinement adaptés, certains déchets étaient balayés par le vent vers l'extérieur de la zone de stockage. L'exploitant doit veiller à ramener la hauteur des stocks de déchets plastiques à un niveau inférieur à celui des murs de périphérie.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Cuves de stockage de déchets liquides

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/09/2006, article 8.1.9.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Huiles usagées
<b>Point de contrôle déjà contrôlé : arrêté préfectoral de mise en demeure du 16/10/2023</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 23/05/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Demande d'action corrective</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> durée et volume de stockage La durée de stockage des fûts ne doit pas dépasser 90 jours. Sans préjudice de limitations plus strictes en fonction de la surface disponible du centre, tout stockage de plus de 160 fûts n'est pas admis. Les chargements et déchargements se font sur aire étanche et en rétention.
<b>Constats :</b>  Lors de la visite, l'inspection a pris acte de l'enlèvement des bidons d'huile alimentaire précédemment stockés sur le site. Il a été précisé que cet enlèvement a été assuré par le prestataire Oleovia, chargé du retraitement de ces déchets en biocarburants.  L'exploitant a déclaré que la réception d'huiles alimentaires est une activité devenue inexistante sur le centre, celle-ci ayant cessé depuis environ 20 ans. De fait, aucun nouveau contenant d'huile alimentaire n'a été observé lors de la visite du 11 février 2026.
<b>Demande 1 :</b> Transmettre à l'inspection les justificatifs de suivi (étiquettes de pesée) ainsi que les Bordereaux de Suivi de Déchets (BSD) relatifs à l'enlèvement des bidons d'huile alimentaire réalisé par la société Oleovia.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

**N° 2 : Modifications d'activités : porter à connaissance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/09/2006, article 1.5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mise à jour des quantités de déchets stockés sur site, Catégorie de déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé : arrêté préfectoral de mise en demeure du 16/10/2023</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 23/05/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Demande d'action corrective</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p>
<b>Constats :</b> <p><b>Stockage des préformes de bouteilles plastiques :</b> Le stockage de bouteilles en PET et PEHD dans le hangar n'a pas été évacué, faute d'exutoire identifié par l'exploitant. Ce dernier rapporte que les prestataires sollicités exigent un flux régulier (minimum 100 tonnes/an) incompatible avec la nature ponctuelle de son stockage. L'exploitant s'est engagé à relancer l'ancien exutoire (BM Plastique) ainsi que l'entreprise "Retal France" (source des déchets) pour identifier leur propre filière d'évacuation. À ce jour, l'absence de solution de reprise bloque l'évacuation, l'exploitant cherchant une reprise sans frais.</p> <p>Il est rappelé qu'en l'absence de solution ce stockage cette installation est à considérer sous un statut de stockage et non de transit.</p> <p><b>Situation administrative et Dossier de Porter à Connaissance (PAC) :</b> Le PAC, initialement attendu en 2024, n'a toujours pas été transmis. Cette mise à jour est indispensable car les inspections ont révélé une augmentation de 10 à 20 % de la surface exploitée par rapport au périmètre initialement autorisé.</p> <p>Le bureau d'études présent lors de la visite a confirmé que le futur dossier (désormais prévu pour mars/avril 2026) intégrera notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Le recalage des seuils (batteries, métaux/tournures d'aluminium, cartons, plastiques, etc.) et l'ajout d'une activité de traitement de bouteilles de gaz vides,</li><li>• La cessation de l'activité "huiles de friture",</li><li>• La mise en conformité vis-à-vis des rubriques <b>2714</b> et <b>2662</b> de la nomenclature ICPE. Les justificatifs techniques (plans de réseaux, analyses d'eaux de surface) sont en cours de finalisation.</li></ul>
<b>Demande 2 :</b> Transmettre un porter-à-connaissance modificatif incluant de manière exhaustive tous les changements notables effectués depuis le dernier arrêté d'autorisation (quantité, rubriques, limite du périmètre ICPE...). Conclure quant à leur substantialité.
<b>Observation :</b> Compte tenu de la déclaration de l'exploitant relative à la cessation de l'activité de collecte d'huiles alimentaires, il est demandé de formaliser cette modification dans le cadre du porter-à-connaissance à transmettre dans le cadre de la régularisation administrative (cf constat n°2).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 3 : registre d'entrées et sorties Traçabilité des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/09/2006, article 8.1.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, registre d'entrées et sorties
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 23/05/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Demande d'action corrective</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Chaque entrée fait l'objet d'un enregistrement précisant la date, l'heure, le nom du producteur, la nature et la quantité de déchets et l'identité du transporteur, le numéro d'immatriculation du véhicule et des observations s'il y a lieu. Il est systématiquement établi un bordereau de réception.</p> <p>Chaque sortie fait l'objet d'un enregistrement précisant la date, le nom de l'entreprise de valorisation ou d'élimination, la nature et la quantité du chargement et l'identité du transporteur.</p> <p>Ces registres sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.</p> <p>Le contrôle quantitatif des réceptions et des expéditions doit être effectué par un pont bascule agréé et contrôlé au titre de la réglementation métrologique.</p> <p>Les résultats des mesures de contrôle, des rapports de visite réglementaires et les justificatifs d'élimination des déchets devront être conservés pendant 5 ans.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant a mis en place un outil de suivi rigoureux sous forme de tableur numérique, qui permet de centraliser de manière claire et structurée l'ensemble des entrées et sorties de déchets. Ce mode de gestion quotidien facilite la visibilité des flux sur le site ; il convient désormais d'y intégrer les dernières informations requises par l'arrêté ministériel du 31 mai 2021, notamment sur les filières de recyclage, pour que cet outil devienne un véritable registre réglementaire complet.</p>
<b><u>Observation :</u></b> <p>Compléter les registres d'entrées et de sorties des déchets conformément à l'arrêté ministériel du 31 mai 2021.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



**N° 4 : gestion déchets réceptionnés**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, gestion déchets réceptionnés
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 23/05/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Demande d'action corrective</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> I. Admissibilité des déchets II. Procédure d'information préalable III. Procédure d'admission
<b>Constats :</b>  L'exploitant reconnaît l'absence actuelle de procédure formalisée pour la réception des déchets sur le site. Une réflexion est engagée, s'appuyant notamment sur des échanges avec des partenaires du secteur pour bénéficier de retours d'expérience. L'exploitant souligne toutefois des difficultés organisationnelles, liées notamment à l'absence de personnel fixe au poste d'accueil et à la bascule, rendant complexe le contrôle des apports, plus précisément pour les particuliers.  L'inspection prend acte de ces réflexions mais rappelle que la maîtrise des flux entrants est une obligation réglementaire pour garantir la conformité des déchets admis.  Dans une démarche de progrès, l'inspection demande à l'exploitant d'engager sans attendre une première phase opérationnelle. Celle-ci pourra débuter par une phase de tests ou une procédure transitoire, visant à stabiliser l'organisation avant d'aboutir à une procédure rigoureuse et pérenne. Un délai supplémentaire est autorisé avant d'autres propositions de suites administratives.
<b>Demande 3 :</b> transmettre à l'inspection sous un délai de deux mois une première version de la procédure de réception des déchets. Ce document devra définir a minima : <ul style="list-style-type: none"><li>• Les modalités d'accueil et de contrôle visuel des apports (même en l'absence de poste fixe) ;</li><li>• Les justificatifs d'origine des déchets à exiger (notamment pour les professionnels) ;</li><li>• La gestion des refus de chargement en cas de déchets non autorisés.</li></ul> L'exploitant pourra accompagner cet envoi d'un calendrier prévisionnel visant à pérenniser le dispositif et à résoudre les contraintes de personnel identifiées lors de la visite.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

## N° 5 : Synthèse annuelle

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/09/2006, article 8.1.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Synthèse
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 23/05/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Demande d'action corrective</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant transmet annuellement à l'Inspecteur des Installations Classées une synthèse de tous les déchets reçus ou enlevés, ainsi qu'un rapport sur tous les incidents de fonctionnement.</p> <p>Cette synthèse mentionne la catégorie de déchets repris par famille (type de métaux, DIB, batteries...) , le code nomenclature du déchet, la quantité annuelle traitée, l'éliminateur, la filière d'élimination (valorisation, recyclage, mise en décharge).</p>
<b>Constats :</b> <p>Les demandes précédentes concernaient la transmission d'une synthèse exhaustive des flux de déchets (incluant catégories, codes nomenclature, tonnages et filières d'élimination) ainsi qu'un rapport sur les incidents de fonctionnement.</p> <p>L'exploitant indique que son nouveau registre numérique d'entrée et de sortie permet désormais de générer cette synthèse annuelle par le biais de la fonctionnalité "application de filtres". L'inspection prend acte de cette amélioration technique qui facilite la traçabilité.</p> <p><b>Toutefois, il est rappelé que le suivi des incidents est un élément distinct et indispensable à la maîtrise des risques du site. À ce titre, l'inspection préconise l'ajout d'un onglet dédié au sein du registre ou la mise en place d'un journal de bord spécifique permettant de recenser et d'analyser tout incident d'exploitation.</b></p>
<b>Demande 4 :</b> L'exploitant devra transmettre à l'inspection, en fin d'année 2026, la première synthèse annuelle complète issue de son nouveau registre pour l'exercice précédent. L'exploitant devra à ce moment justifier de la mise en place effective d'un support de suivi des incidents (onglet spécifique ou registre séparé). Ce support devra permettre de tracer la date, la nature de l'incident, les causes identifiées et les mesures correctives apportées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 10 mois

**N° 6 : zones de tri : délimitation et signalisation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/09/2006, article 8.1.10
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Délimitation Signalétique
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 23/05/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Demande d'action corrective</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les aires de réception des déchets et les aires de stockage des produits triés et des refus doivent être nettement délimitées, séparées et clairement signalées.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'inspection du 11 février 2026 a permis d'évaluer la mise en œuvre des demandes issues de la visite du 23 mai 2024 concernant la réorganisation et la propreté du site.</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• <b>Zone de compactage carton (Entrée) :</b> Bien qu'une signalétique et une benne supplémentaire aient été installées pour améliorer le tri, l'inspection note un volume de déchets plus important que lors de la précédente visite. Des envois de déchets ont été constatés. L'exploitant indique réaliser des nettoyages ponctuels lors des "temps creux" (environ tous les 6 mois), mais ce mode de gestion sans traçabilité ni planification s'avère insuffisant pour garantir la propreté permanente de cette zone.</li><li>• <b>Ancienne zone de stockage de moteurs et piézomètre :</b> Une amélioration notable est constatée. La zone a été nettoyée, le piézomètre dégagé et l'ancienne benne défectueuse a été remplacée par un modèle de plus grande capacité (15-20 m<sup>3</sup>), optimisant ainsi l'espace disponible. L'inspection souligne toutefois la nécessité d'installer un dispositif de protection pérenne autour du piézomètre afin de prévenir toute nouvelle détérioration par les engins de chantier.</li><li>• <b>Zone de stockage aluminium et canettes :</b> Malgré des aménagements structurels (démolition d'un mur pour agrandir la zone), la gestion des apports de canettes par les particuliers reste problématique. De nombreux déchets de ce type jonchent le sol sur tout le site en raison d'un process inadapté : la benne de réception est trop haute pour les particuliers, entraînant des dépôts au sol et par la suite des envois, avant une reprise mécanique au godet par un agent. Ce mode opératoire n'est pas pérenne pour la maîtrise des envois de petits contenants légers.</li></ul> <p><b>En conclusion, bien que des efforts de réorganisation et d'investissement matériel soient visibles, l'absence de programme de nettoyage formalisé rend la gestion de la propreté réactive et dépendante des sollicitations de l'inspection.</b></p>
<b>Demande 5 : Sécuriser le piézomètre</b> et justifier de la mise en place d'un dispositif de protection physique (type arceaux de sécurité ou murets de protection) autour du piézomètre pour garantir son intégrité à long terme.
<b>Demande 6 : Optimiser la réception des petits contenants (Aluminium/Plastique)</b> en proposant un nouveau dispositif ou une procédure de réception adaptée aux apports des particuliers (ex: bacs de hauteur réduite ou rampe d'accès) afin d'éviter les dépôts au sol et les envois de canettes sur le site.
<b>Demande 7 : Formaliser le plan de nettoyage.</b> Ce plan doit définir une fréquence minimale par zone (ex: hebdomadaire pour l'entrée et les zones de tri) et identifier un responsable, afin de passer d'un nettoyage d'opportunité à une maintenance proactive du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 7 : Auto surveillance des niveaux sonores**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/09/2006, article 10.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Auto surveillance des niveaux sonores
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 23/05/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Demande d'action corrective</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Une mesure de la situation acoustique sera effectuée dans un délai de six mois à compter de la date de mise en service des installations puis tous les 5 ans, par un organisme ou une personne qualifié dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle sera effectué à minima aux points 1 et 2 référencés dans l'étude d'impact, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspecteur des installations classées pourra demander notamment en cas de plaintes du voisinage.</p>
<b>Constats :</b> <p>Conformément aux demandes formulées lors de la précédente visite, l'inspection a constaté la mise en œuvre d'un suivi de l'impact acoustique du site. L'exploitant a fait réaliser une étude sonore complète par un organisme qualifié.</p> <p>Le rapport d'essais, consulté lors de la visite du 11 février 2026, conclut au respect des valeurs limites d'émergence et des niveaux sonores globaux fixés par la réglementation en vigueur.</p> <p>L'exploitant précise que les plages horaires d'exploitation sont comprises entre 08h00 et 16h30, période durant laquelle les nuisances sont maîtrisées.</p> <p><b>Au vu de ces résultats conformes et de la transmission des éléments demandés, le manquement est considéré comme soldé.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Auto surveillance des eaux résiduaires**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/09/2006, article 10.1.2													
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Auto surveillance des eaux résiduaires													
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 23/05/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Demande d'action corrective</li></ul>													
<b>Prescription contrôlée :</b> <table border="1" data-bbox="213 461 1382 680"><thead><tr><th rowspan="2">Paramètres</th><th colspan="2">Auto surveillance assurée par l'exploitant</th></tr><tr><th>Type de suivi</th><th>Périodicité de la mesure</th></tr></thead><tbody><tr><td colspan="3">Eaux résiduaires après épuration vers réseau d'épuration collectif</td></tr><tr><td>Hydrocarbures</td><td>Prélèvement unique</td><td>Annuelle</td></tr></tbody></table>			Paramètres	Auto surveillance assurée par l'exploitant		Type de suivi	Périodicité de la mesure	Eaux résiduaires après épuration vers réseau d'épuration collectif			Hydrocarbures	Prélèvement unique	Annuelle
Paramètres	Auto surveillance assurée par l'exploitant												
	Type de suivi	Périodicité de la mesure											
Eaux résiduaires après épuration vers réseau d'épuration collectif													
Hydrocarbures	Prélèvement unique	Annuelle											
<b>Constats :</b> <p>L'inspection constate que les demandes qui ont suivi la visite d'inspection de 2024 concernant le contrôle des eaux résiduaires ne sont que partiellement honorées, le délai de trois mois étant largement dépassé.</p> <p>Si le point de rejet n°1 a été analysé, l'autosurveillance des points n°2 et n°3 demeure en attente de levées de doute techniques sur le plan des réseaux, lesquelles doivent être finalisées sans délai pour permettre la transmission des résultats et conclusions à l'administration.</p> <p><b>L'inspection rappelle que l'arrêté préfectoral impose une surveillance annuelle et exige désormais que l'exploitant adopte une posture proactive, intégrant la maîtrise environnementale comme une thématique prioritaire et autonome du pilotage de son installation.</b></p>													
<b>Demande 8 : Réaliser les contrôles sur les rejets d'eaux résiduaires</b> afin de s'assurer de leur qualité au plus tôt et mettre en œuvre des actions correctives au besoin et transmettre les conclusions à l'inspection.													
<b>Observation :</b> Maintenir une surveillance régulière et adaptée à l'exploitation pour les rejets aqueux.													
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites													
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective													
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois													

**N° 9 : Suivi des eaux souterraines**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/09/2006, article 9.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, CAS PARTICULIER DU MILIEU EAUX SOUTERRAINES
<b>Point de contrôle déjà contrôlé : arrêté préfectoral de mise en demeure du 16/10/2023</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 23/05/2024</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Demande d'action corrective</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> Quelle que soit la démarche « plan de gestion et/ou « identification de l'état des milieux » et sauf dans le cas où le milieu eaux souterraines est jugé invulnérable, il sera procédé à un contrôle du milieu.
<b>Constats :</b> L'inspection acte la mise en œuvre du remplacement du piézomètre détérioré par un nouveau forage (Pz1). Bien que l'exploitant affirme avoir procédé au comblement de l'ancien ouvrage conformément aux normes, l'encombrement important de la zone par des déchets n'a pas permis à l'inspection de vérifier visuellement cette opération. Le rapport d'étude daté du 19/12/2024, suite aux prélèvements du 19/11/2024, confirme les points suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li><b>Arsenic :</b> Des teneurs supérieures aux valeurs de référence ont été mesurées sur 4 des 5 ouvrages (Pz1, Pz2, Puits 2, Puits 3 et Révillon). Ces impacts en arsenic ont été constatés dans des teneurs supérieures aux valeurs de référence, sur 4 des 5 ouvrages surveillés. Compte tenu de ces observations en amont et aval hydraulique, ces impacts sont supposés non imputables au site.</li> <li><b>PCB :</b> Une détection est confirmée au droit de Pz1 (aval) à une concentration de <b>0,01 µg/L</b>. Les concentrations restent néanmoins proches de la limite de quantification.</li> </ul> Le jour de la visite une incertitude subsiste quant à une possible confusion entre les ouvrages <b>Pz1</b> et <b>Pz2</b> dans l'interprétation des résultats du rapport. Le bureau d'études précise en aval de l'inspection que le PZ1 est celui qui se situe à proximité de l'accès camions (côté Nord- Allée du Rhins). Par ailleurs, les recommandations du rapport sont de renouveler les analyses, à une fréquence semestrielle. En référence à la norme NFX 32-620-2 (décembre 2020), le bureau d'étude explique qu'il propose, dans le futur Porter à Connaissance, l'établissement d'un bilan quadriennal au terme duquel il pourra être proposé d'ajuster les paramètres suivis.
<b>L'exploitant doit prévoir de poursuivre la surveillance des eaux souterraines à une fréquence semestrielle(couvrant les périodes de hautes et basses eaux), et en réalisant un bilan quadriennal conformément aux recommandations du bureau d'étude.</b>
<b>Demande 9 : Procéder au nettoyage immédiat de la zone de stockage des déchets située à l'entrée du site pour libérer l'accès aux dispositifs de surveillance</b> et permettre la vérification du comblement de l'ancien forage.
<b>Demande 10 : Sécuriser le piézomètre</b> et justifier de la mise en place d'un dispositif de protection physique (type arceaux de sécurité ou murets de protection) autour du piézomètre pour garantir son intégrité à long terme.
<b>Demande 11 : Mener un bilan quadriennal</b> de suivi des eaux souterraines.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 10 : Collecte des effluents liquides - Plan des réseaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/09/2006, article 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan des réseaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 23/05/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Demande d'action corrective</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,</li><li>- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)</li><li>- les secteurs collectés et les réseaux associés</li><li>- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)</li><li>- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</li></ul>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant a transmis un plan des réseaux de collecte des effluents. C'est une première étape dans la mise en conformité de ce document permettant la gestion des eaux résiduelles du site.</p> <p>L'examen de ce document révèle la nécessité de procéder à des levées de doute techniques pour en garantir l'exhaustivité.</p> <p>Dans un objectif de clarté et de précision de la surveillance environnementale, l'inspection demande à l'exploitant de compléter ce plan en y intégrant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• L'identification précise des piézomètres situés sur le site,</li><li>• Le repérage des points de prélèvements pour la surveillance des eaux résiduelles.</li></ul>
<b>Demande 12 : Compléter le plan des réseaux en y intégrant les éléments suivants :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• l'identification précise des piézomètres situés sur le site, séparateur d'hydrocarbures, etc.</li><li>• le repérage des points de prélèvements pour la surveillance des eaux résiduelles.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 11 : Analyses terres excavées présentes sur site**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/09/2006, article 9.1.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan de gestion
<b>Point de contrôle déjà contrôlé : arrêté préfectoral de mise en demeure du 16/10/2023</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 23/05/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Demande d'action corrective</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>A l'issue de cette analyse un plan de gestion sera proposé ou son absence justifiée. Celui-ci sera établi en identifiant les différentes options de gestion possibles (traitement sur site, hors site, excavations, mesures de constructions actives ou passives, confinement, etc) sur la base d'un bilan coût - avantage. Dans tous les cas les possibilités de suppression des sources de pollution ponctuelles ou des points « chauds » seront présentées. Ce plan de gestion devra garantir la compatibilité de l'état des milieux avec leurs usages.</p>
<b>Constats :</b> <p>Lors de la précédente inspection, il avait été relevé que des terres polluées (issues d'un "scalpage" de dépollution réalisé entre 2004 et 2012) étaient stockées sur une parcelle non imperméabilisée à l'ouest du site (parcelle AC7). Ces terres, déplacées entre 2011 et 2014, présentaient historiquement des teneurs élevées en hydrocarbures (investigations SOCOTEC 2011). En réponse à l'arrêté de mise en demeure faisant suite à la visite du 7 septembre 2023, l'exploitant a missionné un bureau d'études pour caractériser ce stock et définir une filière d'évacuation.</p> <p>L'exploitant a transmis un rapport d'étude daté du 09/10/2024. Ce document précise que les investigations qui ont été menées ont impliqué la réalisation de 5 prélèvements. Il conclut à une diminution de la charge polluante en hydrocarbures. Bien que les teneurs en hydrocarbures soient moindres, les analyses révèlent des concentrations en sulfates et en fraction soluble qui ne permettent pas une admission en installation de stockage de déchets inertes (ISDI). Par conséquent, le bureau d'études préconise une évacuation des terres vers une filière de type Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND).</p> <p><b>À ce jour, bien que le plan de gestion et la caractérisation aient été réalisés conformément aux demandes précédentes, les terres sont toujours présentes sur le site. Il convient désormais de procéder à leur élimination effective pour supprimer la source de pollution résiduelle sur cette parcelle non étanche. Par ailleurs, une vérification de l'état des sols est demandée (fond de fouille).</b></p>
<b>Demande 13 : Procéder à l'évacuation de l'intégralité du stock de terres polluées</b> identifiés vers une filière de traitement ou de stockage autorisée (type ISDND).
<b>Demande 14 : Transmettre à l'inspection les Bordereaux de Suivi de Déchets (BSD)</b> ainsi que les bons de pesée attestant de la prise en charge des terres par une filière conforme.
<b>Demande 15 : Fournir des résultats d'analyses de sol (fonds de fouille)</b> suite à l'évacuation afin de vérifier l'absence de pollution résiduelle sur la parcelle où les terres ont été entreposées durant plusieurs années.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois



**N° 12 : Stockage fûts de produits dangereux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/09/2006, article 7.5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> arrêté préfectoral de mise en demeure du 16/10/2023 <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 23/05/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Demande d'action corrective</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• 100 % de la capacité du plus grand réservoir,</li><li>• 50 % de la capacité des réservoirs associés.</li></ul> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,</li><li>• dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,</li><li>• dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l.</li></ul> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence. [...]</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant a pris des mesures pour régulariser le stockage des fûts précédemment identifiés. Les bidons d'AD Blue et d'huile, autrefois stockés hors rétention protection, ont été déplacés vers un nouveau local sur des dispositifs de rétention maçonnés. Un agent a été désigné responsable de la gestion et du suivi des fûts afin d'assurer une meilleure rotation des stocks et d'éviter l'ouverture simultanée de plusieurs contenants. L'exploitant prévoit l'installation d'une pompe dédiée sur le fût d'huile hydraulique pour sécuriser les soutirages et prévenir les égouttures au sol.</p> <p>Toutefois un bidon de produit chimique plein a été identifié dans l'ancien local, hors rétention. La mise en conformité n'est pas encore exhaustive. De plus, la rétention maçonnée utilisée (sous abri) présente un encrassement notable et nécessite un curage.</p>
<b>Demande 16 :</b> Recenser tout produit chimique présent sur le site et les placer sur rétention dans la zone dédiée.
<b>Demande 17 :</b> Procéder au curage et au nettoyage de la rétention maçonnée sous abri.
<b>Demande 18 :</b> Confirmer la mise en place de la pompe sur le fût d'huile hydraulique pour prévenir les déversements accidentels lors des manipulations.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois